

Commentaire

Par Zaki LAÏDI

L'enquête menée par Donatella della Porta sur « les mouvements sociaux européens face à l'Union européenne » aboutit à une conclusion relativement claire : les mouvements sociaux contestataires (altermondialistes pour simplifier) ne seraient pas anti-européens ou eurosceptiques au sens souverainiste du terme, mais des mouvements réellement pro-européens qui ne feraient que contester la dynamique néo-libérale de la construction européenne avec tout le cortège bien connu de reproches adressés à cette Europe : éloignement vis-à-vis des citoyens, déficit démocratique, incapacité à filtrer la mondialisation. Au demeurant et malgré l'apparence d'une certaine « radicalité » on est frappé par la très forte concordance entre les remarques de ces activistes et celles que le citoyen ordinaire pourrait formuler. On est très loin de toute considération radicale.

Cette enquête laisse donc clairement entendre qu'il « suffirait » de s'y prendre autrement (« l'Europe par le bas ») en y associant davantage les peuples pour pouvoir faire repartir l'Europe sur de nouvelles bases. Ceci n'est pas dit explicitement, mais fortement suggéré par les activistes interrogés.

Sur le fond, l'idée selon laquelle ces mouvements seraient critiques plutôt qu'eurosceptiques n'est guère surprenante. Les altermondialistes ne raisonnent pas différemment. Ils estiment qu'ils ne sont pas hostiles à la mondialisation, mais aux tournures néo-libérales qu'elle prend. Deux facteurs plaident d'ailleurs en faveur de cette interprétation : le facteur générationnel et le facteur politique. Ces mouvements sont massivement mais non exclusivement des mouvements de jeunes. On imagine bien volontiers qu'ils ont intériorisé une « certaine idée de l'Europe » et le dépassement du souverainisme.

S'y ajoute un facteur politique. Dans leur immense majorité ces mouvements sont généralement issus d'une gauche aux idéaux internationalistes ou solidaristes.

Pourtant, et sans vouloir récuser les résultats de cette enquête, je voudrais mettre en garde le lecteur contre une interprétation trop simple de ce résultat. Et je voudrais le faire à partir de mes propres travaux sur les altermondialistes.

Le premier point est que même s'ils affirment leur attachement à une « autre Europe » - comme les altermondialistes à un autre monde-, on reste toujours confondu par les contours extraordinairement flous de cette autre Europe. Le sentiment de flou s'intensifie encore davantage quand on en vient à parler de cette « Europe par le bas » qui serait un peu le pendant de l'Europe des peuples.

Mais de quoi serait-elle faite concrètement ? Est-ce que ces euro-contestataires sont fédéralistes ? Croient-ils à l'existence d'un **demos** européen ? Par ailleurs et à supposer que cette aspiration soit forte, comment se fait-il qu'elle ne parvienne pas à déboucher sur une traduction politique institutionnelle ? Pourquoi ces mouvements réputés si puissants, ne parviennent jamais à trouver un réel débouché politique ? Est-ce un problème d'organisation, de leadership ou de cohérence politique ?

Ce qui me conduit à une seconde remarque. Les professions de foi pro-européennes critiques de ces mouvements doivent naturellement être prises au sérieux. Mais les prendre au sérieux ne signifie pas pour autant les prendre au pied de la lettre. Et c'est peut-être cette mise à distance du discours qui manque dans ce texte. Je ne donnerai qu'un exemple : celui des militants britanniques. Quand on lit les tableaux 1, 2 et 3, que constate-t-on ? Que ce sont les Britanniques qui ont les taux de réponse les plus négatifs lorsqu'on leur demande de se définir par rapport à l'Europe. Ce sont les moins attachés à l'Europe (27,8 % contre une moyenne de 18,2 %) .Ce sont ceux qui croient le moins à l'Europe (67,6 % contre une moyenne de 41,9 %) et ce sont ceux qui sont le plus hostiles à renforcer l'Union européenne (85,2 % contre une moyenne de 47,5 %). En revanche, les réponses allemandes sont pratiquement symétriques à celles des Anglais. Tout ceci pour dire que les expressions européennes restent des expressions nationales et que, dans ce contexte, il est difficile de ne pas prendre en compte les tropismes nationaux. Autrement dit, l'euro-contestation n'a pas forcément le même sens chez les Britanniques et les Allemands. Et dans ce cas, l'euro-contestation des Britanniques n'est peut-être pas si éloignée de l'euroscepticisme britannique traditionnel. Du coup, l'étanchéité supposée entre « critique de l'Europe réelle » et euroscepticisme ne serait pas si nette. J'insiste sur ce point car, là encore, ma propre observation de l'altermondialisme français m'a conduit à des conclusions comparables.

Un mouvement comme ATTAC France, par exemple, se veut internationaliste et européen. Mais quel crédit doit-on donner à cette profession de foi quand on sait que ses dirigeants sont issus en large partie du Parti Communiste ou du chevènementisme ? Certes, on pourra dire que le Parti Communiste français n'était pas contre l'Europe mais pour une autre Europe. Mais doit-on s'en tenir là ? Dans le cas d'ATTAC, on sait par exemple qu'il existe un noyau dirigeant profondément souverainiste et anti-européen. Par anti-européen, j'entends hostile au contenu de la construction européenne depuis 1957 et l'évaluant de manière globalement négative depuis cette date. Ceci étant le courant souverainiste n'est pas tout Attac. Il existe aussi une mouvance d'extrême gauche d'inspiration troskyste qui est anti-souverainiste mais dont on ne pourrait pas dire pour autant qu'elle soit pour autant réellement pro-européenne. Son horizon est internationaliste plutôt qu'européen et son hostilité à l'Europe telle qu'elle s'est faite depuis 1957 est trop forte pour qu'on puisse la qualifier de simplement critique .

Encore une fois, il ne s'agit pas de dire que toute contestation de l'Europe telle qu'elle est, est une forme marquée de souverainisme anti-européen. Mais adopter l'attitude inverse n'est pas pour autant tenable.